



# Le Nouvel ordre économique...

## Dettes, déficits et dénégations

Quelle démocratie! Une agence américaine dirige notre gouvernement.

Par CLAIRE ROBITAILLE

**N**e croyez pas le gouvernement quand il nous dit qu'il n'y a pas d'autre choix que de couper de façon draconienne les dépenses des programmes sociaux.

Le gouvernement et ses alliés du monde des affaires et des médias poursuivent leur vieille tradition de nous en faire accroire.

C'est le message de Larry Brown du Centre canadien de recherche en politiques de rechange à Ottawa. Il était un des trois conférenciers à la dernière causerie hebdomadaire où les mythes entourant le Nouvel Ordre Économique furent examinés.

«Les Libéraux ont fait campagne contre tout ce qu'ils font maintenant et ont fait campagne pour tout ce qu'ils ne font pas,» a dit Brown à un auditoire attentif de plus de 30 citoyens au Centre interculturel Strathearn.

L'association dont il fait partie, a travaillé les mois précédant le budget fédéral de février dernier, à réaliser un budget alternatif équitable et raisonnable.

Plus de 50 organisations ont collaboré sous la bannière CHOICES: A Coalition for Social Justice à l'élaboration de ce budget de 43 pages. 400,000 nouveaux emplois sont créés au cours des trois prochaines années tout en réduisant le déficit. Soutenu par des économistes à l'esprit ouvert ce budget était considéré «socialement responsable et économiquement irréfutable» ajouta Brown.

Paul Martin l'ignore. Quelle surprise! Martin un homme d'affaires bien nanti de Montréal, qui en tant que ministre des finances du Canada, doit vendre les coupures des dépenses sociales sous prétexte de réduire le déficit. L'alternative qu'il a rejetée avec désinvolture, avait été vérifiée et approuvée «par 100 économistes réputés, qui l'ont révisée ligne par ligne,» a dit Brown.

Les actions de Martin et cie prouvent une fois de plus – comme s'il fallait le prouver – que Moody's Investors Service Inc., une des importantes agences de cotation de Wall Street est «le véritable gouvernement du Canada.»

L'hystérie périodique entourant la dette et le déficit annuel d'Ottawa masque un problème ainsi qu'une injustice fondamentale. Brown prétend que les individus durent assumer une part croissante de la charge de taxes lors des dernières décennies, tandis que les grosses corporations y échappent au moment de payer.

Au début des années cinquante, environ la moitié des revenus du gouvernement fédéral provenaient de la taxation des individus, l'autre moitié provenant des corporations.

Aujourd'hui, les corporations ont coupé la part de leurs contributions à 8 pour cent alors qu'elle étaient de 48 pour cent en 1950.

Donc, quand vous entendez les gens d'affaires se plaindre qu'ils sont surtaxés, Brown vous avise qu'ils mentent. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a conclu que parmi les 20 pays industrialisés qui

en font partie, «nous sommes au 16ième ou 17ième rang pour le niveau de taxes,... Le Canada se place aussi au 18ième rang sur les 20 pays pour les dépenses en services sociaux par personne,» a-t-il noté.

La série de causeries du lundi soir qui s'est terminée le 3 avril, fut organisée par le Comité des citoyen(ne)s de Milton-Parc, Résultats et Alternatives.

Lance Evoy, coordonnateur à l'Institut de gestion et de développement à l'Université Concordia, a dit à cette même soirée que «l'esprit de communauté est en voie d'être détruit» par les grandes tendances sociales, mais le désespoir n'est pas une réplique appropriée.

Une façon dynamique de mobiliser les communautés et de rendre le contrôle du développement économique aux gens impliqués dans la formation de centres communautaires de développement économique. Evoy note également que «les gens ont le désir ardent de recréer leur communauté, leur quartier.»

Un exemple du succès de cette approche active est le Fond de prêt communautaire de Montréal, établi en 1990. Ses actifs d'environ 400,000 \$ servent à fournir des prêts pour lancer des petites entreprises et encourager l'habitation à coût modique. Le fond qui est administré par la communauté, n'a «pas perdu un sou» sur les prêts qu'il a accordés. Il compte parmi ses investisseurs Chaussures Aldo inc.

Pierre-Yves Crémieux, professeur au Département des sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal, indiqua que les taux de chômage courants de plus de 10 pour cent menacent de causer «la destruction du tissu social de la province et du pays.»

Il condamnait la fausse idéologie associée aux politiques de coupures budgétaires répandue dans les milieux gouvernementaux que les gens vivants de bien-être social ou en chômage peuvent travailler mais choisissent de ne pas travailler afin de toucher l'assistance.

La politique monétaire des taux d'intérêts élevés maintient efficacement le niveau de chômage élevé et ne sert pas le commun des Canadiens, Brown ajouta. Mais elle sert la riche minorité.

La réticence d'Ottawa d'imposer un système équitable de taxation repose au coeur du problème, dit-il. Voici un exemple particulièrement choquant. Depuis des années, les riches corporations peuvent se procurer des sièges dans des loges de luxe au Skydome de Toronto où les propriétaires, les administrateurs et leurs amis peuvent se divertir tout en déduisant ces frais de leurs impôts. Tandis que les Canadiens ordinaires souffrent et que le filet de sécurité sociale continue d'être mis en pièces. ♦



\*STATISTICS CANADA

# the New Economic Order

## Debt, deficit, denial...

Some democracy – U.S. agency runs our government

By CLAIRE ROBITAILLE

**D**on't believe it when they tell you TINA – "There Is No Alternative" – to huge cuts in social safety-net spending.

Government and its allies in Big Business/Big Media are continuing their long, if not honorable, tradition of trying to pull the wool over your eyes.

That's the message from Larry Brown of the Canadian Centre for

Policy Alternatives. He was one of three speakers at the final session of a recent five-week community series debunking the many myths of the New Economic Order.

"The Liberals campaigned against everything they're now doing and campaigned for everything they're not doing," Brown told an attentive audience of more than 30 local citizens at the Strathearn Intercultural Centre.

His Ottawa-based group had spent the months leading up to the axe-swinging federal budget imposed last February piecing together a fair and reasonable alternative, in conjunction with a wide range of groups under the umbrella of CHOICES: A Coalition for Social Justice. More than 50 organizations participated in its development.

The resulting 43-page alternative approach increased jobs

– creating 400,000 new jobs in each of the next three years – while cutting the deficit. It was endorsed by open-minded economists as both "socially responsible and economically unimpeachable," Brown said.

Surprise, surprise! Paul Martin ignored it. Martin is the wealthy Montreal businessman whose main job now as Canada's finance minister is to peddle drastic cuts in social spending, using the invalid excuse of deficit-cutting. The alternative he rejected out of hand had been checked and approved "by 100 reputable economists, who went through it line by line," Brown said.

The actions of Martin & Co. provide additional proof – as if such proof is needed – that these days Moody's Investors' Service

Inc., one of the big Wall Street debt-rating agencies, is "the real Government of Canada."

Recurring hysterics about the federal debt and Ottawa's annual budget deficit mask a fundamental problem and injustice, Brown said: individuals have been shouldering an increasing proportion of the tax load for the past several decades, while large corporations have been getting away with murder at tax time.

At the start of the 1950s, about half of the federal government's tax take was from individuals, and half was from corporations.

Today, corporations have slashed their tax contribution to 8 per cent from the 48 per cent in 1950.

